



Session du 28 juin 2018

**VŒU PRESENTE  
PAR LE GROUPE SOCIALISTES, DEMOCRATES ET RADICAUX ET  
LE GROUPE ECOLOGISTE  
SAUVONS LES MATERNITES DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE**

Lors de la session du 19 avril dernier, nous, élus du Conseil régional Centre-Val de Loire avons émis un avis défavorable et unanime sur le Plan Régional de Santé 2 (PRS 2). Bien qu'ayant pris acte de la démarche de concertation dans son élaboration, nous regrettons le flou concernant les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs. Nous estimons que le maillage médical du territoire, auquel nous sommes très attachés, était menacé puisque les objectifs exprimés sous forme de fourchettes dans le PRS 2 risquaient de se traduire concrètement par des fermetures d'établissements de services ou d'unités sur le territoire régional.

L'actualité nous a, malheureusement, donné raison.

La Région Centre-Val de Loire pâtit déjà d'une désertification médicale massive au regard des autres régions. Les hôpitaux de proximité et tout particulièrement les maternités doivent rester un maillon fort du service public de santé.

Après la fermeture de la maternité de Pithiviers en 2016, celles de Châteaudun, Le Blanc, Vierzon sont désormais menacées, Rien ne semble pouvoir arrêter cette mécanique implacable, cette folle logique libérale qui prévaut au pilotage du système de santé depuis trop longtemps. Et ce phénomène est décuplé avec la loi de finances 2018 qui prévoit 960 millions d'économies pour les centres hospitaliers, soit l'équivalent de 20 000 emplois avec une prévision d'économie de 1,2 milliard sur la masse salariale d'ici 2022.

Il semble que les maternités de plein exercice n'aient plus le droit d'exister sur les territoires ruraux de notre région. A Châteaudun, au Blanc, à Vierzon, ce sont les femmes et les enfants à naître qui voient le service public reculer.

Or c'est bien à l'Etat d'assumer ses responsabilités en matière d'organisation et de fonctionnement du système de santé. Les citoyens et les territoires n'ont pas à subir les contraintes financières, les erreurs de gestion et les modalités de fonctionnement et de financement du système hospitalier.

Attachés à un service public de santé de qualité et de proximité et confrontés à une très grave régression du service public, nous demandons à l'Etat de prendre ses responsabilités. Une maternité est un droit pour les citoyens et un devoir pour l'État.

**La Région Centre-Val de Loire demande**

- **Au Gouvernement, pour des raisons d'accès à la santé et d'égalité des citoyens, un moratoire sur les fermetures définitives et provisoires des maternités de Châteaudun, Le Blanc et Vierzon, l'affectation de moyens humains et financiers permettant le bon fonctionnement de ces centres hospitaliers, et une concertation réelle et approfondie pour maintenir un maillage optimal du territoire en préservant une offre de soins accessibles à tous dans la région.**

Adopté à l'Unanimité